

**Audience publique du 19 mai 2010**

Recours formé par  
Monsieur ...,  
contre une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration  
en matière de protection internationale

---

**JUGEMENT**

I)

Vu la requête inscrite sous le numéro 26303 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 9 novembre 2009 par Maître Sandra Junqueira De Oliveira, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., sans domicile connu, né le ... à ... (Togo), de nationalité togolaise, tendant à la réformation sinon à l'annulation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 7 octobre 2009 portant refus de sa demande de protection internationale ainsi qu'à la réformation, sinon à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire inscrit dans la même décision ;

Vu le mémoire en réponse délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif 6 janvier 2010 ;

II)

Vu la requête inscrite sous le numéro 26405 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 11 décembre 2009 par Maître Sandra Junqueira De Oliveira, préqualifiée, au nom de Monsieur ..., préqualifié, tendant à la réformation sinon à l'annulation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 7 octobre 2009 portant refus de sa demande de protection internationale ainsi qu'à la réformation, sinon à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire inscrit dans la même décision ;

Vu le mémoire en réponse délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif 27 janvier 2010 ;

I) + II)

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Olivier Lesage, en remplacement de Maître Sandra Junqueira De Oliveira, et Monsieur le délégué du gouvernement Guy Schleder leurs plaidoiries respectives, à l'audience publique du 17 mars 2010.

---

Le 16 octobre 2007, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après dénommée la « loi du 5 mai 2006 ».

En date des 25 octobre, 7 et 13 novembre 2007 Monsieur ... fut entendu par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 7 octobre 2009, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, entretemps en charge du dossier, ci-après désigné par « le ministre », informa l'intéressé que sa demande de protection internationale avait été rejetée comme non fondée.

Par courrier du 8 octobre 2009, les autorités belges s'adressèrent au ministre luxembourgeois pour solliciter que le Luxembourg reprenne en charge l'examen de la demande de protection internationale de Monsieur ... retrouvé sur le territoire belge. Par courrier du 20 octobre 2009, les autorités ministérielles luxembourgeoises confirmèrent que l'examen de la demande formulée par Monsieur ... relèverait de la responsabilité du Grand-Duché de Luxembourg.

Le 13 novembre 2009, Monsieur ... fut transféré de la Belgique vers le Luxembourg.

La décision du ministre du 7 octobre 2009, portant refus d'accorder une protection internationale fut envoyée par lettre recommandée du 12 octobre 2009 à l'intéressé et elle lui fut remise une seconde fois en mains propres le 13 novembre 2009 lors de son transfert de la Belgique vers le Luxembourg. La décision est libellée comme suit :

*« J'ai l'honneur de me référer à votre demande en obtention d'une protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection que vous avez présentée auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration en date du 16 octobre 2007.*

*En mains les rapports d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration des 15 octobre 2007 et 13 novembre 2007.*

*Il résulte de vos déclarations que vous auriez habité à Lomé jusqu'en 2006, année où vous vous seriez installé à Dabaouré, dans la région de la Kakra. Vous seriez de temps en temps allé à Lomé.*

*Votre père ... aurait été une des escortes de feu président Gnassingbé Eyadema. Il aurait été arrêté en 2001, par des « antigangs », des autorités togolaises en habits noirs du commissariat central de Lomé. Dans un premier temps vous dites que vous ignorez les raisons de son arrestation, puis vous dites qu'il aurait été soupçonné d'être un opposant. Votre père aurait été libéré après un mois et vous dites que depuis il serait devenu fou. Vous ne l'auriez plus revu depuis 2004, puis vous dites depuis 2003. Vous précisez ne pas avoir vécu avec votre père et de ne pas l'avoir vu souvent. Vous auriez également coupé le contact avec votre mère en 2003.*

*En 2005 vous seriez entré dans l'armée togolaise. Vous auriez été recruté à Kara et vous auriez fait une formation à Kpéwa qui aurait dû durer neuf moi, mais vous dites qu'après la mort du président Gnassingbé Eyadema en février 2005 votre formation aurait été suspendue. Vous auriez repris cette formation deux mois plus tard. Vous auriez d'abord été rattaché à la gendarmerie, de l'armée de terre puis vous auriez intégré « la force secrète de l'armée togolaise, l'AKAM ». Selon vos dires « AKAM » ne serait pas un sigle et n'aurait pas de signification particulière. Son quartier général serait à Adewui et vous n'auriez pas eu besoin d'une formation particulière pour y rentrer.*

*Vous seriez également membre du parti politique UFC mais ne seriez pas en possession d'une carte de membre. Vous dites que votre cœur serait pour l'UFC et pas pour l'AKAM. Votre surnom à l'AKAM serait « shérif », vous seriez droit, n'aimeriez pas l'injustice ou tuer des personnes. Vous n'auriez ainsi pas suivi toutes les activités au sein de l'AKAM et vous auriez refusé de battre des personnes.*

*Vous auriez entendu au sein de l'AKAM qu'une descente serait prévue chez ..., puis vous dites ..., et enfin ..., fils de ..., membre de l'UFC. Le 5 avril 2005, puis vous rectifiez et dites le 26 avril 2005, vous seriez allé avertir le fils ... et l'auriez emmené ainsi que deux de ses amis à Bagida et leur auriez dit d'aller au Bénin.*

*Après les élections d'avril 2005 vous dites que vos soucis auraient commencé. Des gens auraient commencé à parler et à dire que vous donneriez des informations aux gens, à la presse togolaise, sur la façon de comment on forcerait les gens à tuer, des photos de personnes tuées. Des soldats auraient dit que certaines personnes appartenant à l'UFC seraient dangereuses et qu'elles devraient être éliminées. Vous dites avoir des informations à l'UFC, mais ne précisez pas lesquelles.*

*Le chef de troupe, puis vous dites le chef de l'AKAM, un capitaine au nom de ... vous aurait convoqué dans son bureau et il vous aurait dit qu'il serait au courant que vous feriez partie de l'UFC et que vous auriez passé des informations. Il vous aurait également soupçonné de passer des informations à la presse. Il vous aurait menacé avec un fusil à pompe et vous aurait appelé traître. Vous dites qu'il n'aurait pas pu vous éliminer dans son bureau. Il ne résulte pas de vos déclarations à quelle date exactement vous auriez été menacé par ..., mais à la question posée « Et quand est-ce qu'il vous a menacé avec son fusil à pompe » vous répondez « deux semaines avant ma fuite, c'est-à-dire deux semaines avant qu'ils soient venus chez moi à la maison ». Donc par déduction*

*cet événement se serait approximativement déroulé vers juin-juillet 2007, alors que vous dites avoir quitté le Togo fin juillet 2007.*

*Deux semaines après les menaces de ..., cinq personnes seraient passées avec une voiture à votre domicile la nuit, à un moment où vous n'y auriez pas été. Votre maison aurait été fouillée et votre carte de militaire aurait été prise, mais votre carte d'identité et votre passeport seraient restés par terre. Vous précisez de pas avoir droit à un passeport, mais que vous l'auriez fait en cachette. Quand vous seriez rentré à la maison vous auriez compris que vous seriez recherché et auriez décidé de prendre la fuite. Vous auriez peur de vous faire tuer au Togo.*

*Vous précisez qu'avant les menaces de ... vous n'auriez pas connu de problèmes. L'armée serait divisée, certains militaires soutenaient ..., d'autres non. Vous auriez remarqué que ... serait « après vous », mais vous sites ne pas être souvent sorti.*

*Ainsi, vous auriez quitté le Togo fin juillet 2007 pour le Ghana où vous seriez resté 3 mois. Vous y auriez rencontré un ami de votre frère qui moyennant le paiement de 600 000 francs CFA vous aurait aidé à quitter le Ghana. Il vous aurait donné rendez-vous à l'aéroport du Ghana, vous ignorez le nom de l'aéroport ainsi que dans quelle ville du Ghana il se trouverait, pour y prendre un avion le 4 octobre 2007, plus tard vous dites le 14 octobre 2007. L'ami de votre frère aurait été en possession d'un passeport qu'il vous aurait donné. Vous n'auriez pas eu « le temps de fouiller le passeport ». Vous dites avoir pris un avion le soir et avoir atterri le matin. Vous ignorez où vous auriez atterri. Une voiture vous aurait attendu et vous aurait emmené seul au Luxembourg où vous seriez arrivé après 3 heures de conduite. Vous ne pouvez pas donner plus de précisions quant à votre voyage. Le dépôt de votre demande de protection internationale date du 16 octobre 2007.*

*Vous ne présentez aucune pièce d'identité. Vous dites que votre carte d'identité, ainsi que votre passeport seraient restés au Togo, chez un ami dont vous connaissez juste le prénom. Vous dites avoir laissé vos documents d'identité au Togo de peur de vous faire fouiller aux passages frontaliers. A la question de l'agent de faire venir votre passeport et carte d'identité au Luxembourg, vous dites ne pas avoir les contacts de votre ami. Jusqu'en date de ce jour vous n'avez présenté aucune pièce prouvant votre identité. Il ressort d'un test linguistique du 21 novembre 2007 que vous êtes originaire du Togo.*

*La reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.*

*Dans un premier temps quelques constatations sont à soulever concernant votre récit jetant des doutes quant à la crédibilité de vos dires.*

Ainsi, en ce qui concerne votre carrière militaire vous dites avoir fait partie de « la force secrète de l'armée togolaise, l'AKAM ». « AKAM » ne serait pas un sigle et n'aurait pas de signification. Or, nos recherches n'ont pas permis d'identifier une telle force secrète dans l'armée togolaise au nom de « AKAM » ou à un nom semblable. En effet, il ne ressort pas d'un document tiré du site internet [www.letogolais.com](http://www.letogolais.com) consulté en novembre 2007 intitulé « Les forces armées togolaises et le dispositif sécuritaire de contrôle » toujours consultable sur ce même site<sup>1</sup>, regroupant les différents effectifs, composantes et différents corps d'unité de l'armée togolaise qu'un service secret au nom de AKAM existerait. Sont uniquement cités « les Services de renseignement » regroupant la « Brigade Anticriminalité (BAC) », la « Brigade de Recherche et d'Investigation (BRI) », le « Centre de Traitement et de Recherche (CTR) », le « Service de Renseignement et d'Investigation (SIR) » et les « Forces de Police ». Pourtant vous dites clairement lors de l'entretien du 13 novembre 2007 que l'AKAM ferait partie des services de renseignement togolais et que son rôle serait « d'intervenir lorsqu'il y a des troubles dans la population, c'est-à-dire calmer les troubles, la population » (page 4). Il ressort donc également de ces déclarations qu'il ne s'agirait pas, par la fonction décrite par vous-même, d'un service ultra secret qui ne serait répertorié nulle part.

Par ailleurs, il est fort étonnant de constater lors de ce même entretien que vous ignorez les sigles précités « BAC, BRI, CTR, SRI » et que vous n'êtes pas en mesure de les identifier alors que vous dites appartenir aux services de renseignement, services auxquels ces services sont attachés. Vous dites même que le sigle « BAC », n'existerait pas (page 5 entretien du 13 novembre 2007). Même après l'information de l'agent ayant procédé aux entretiens que ces services feraient partie du « service de renseignement », vous dites ne pas connaître ces sigles. Vous dites également à la page 4 de votre entretien du 13 novembre 2007 que l'armée togolaise serait uniquement divisée en armée de l'air et armée de terre et que vous n'êtes pas en mesure de donner plus de précisions.

Vous dites uniquement, que « la gendarmerie fait partie de l'armée de terre et puis il y a les bérets rouges et les bérets verts. Les bérets rouges et verts et l'AKAM constituent un ensemble ». Il ressort du même document cité plus haut sur les forces armées togolaises que « (...) Régiment commando de la garde présidentielle, connu sous le nom de "Bérets verts " et le Régiment para-commando appelé aussi " Bérets rouges ". Ces deux derniers régiments auxquels s'ajoute la redoutable FIR (Force d'intervention rapide), basée à Lomé, forment les sinistrement célèbres "commandos de la mort "». Or, l'AKAM n'est de nouveau pas cité. De même, les deux régiments cités et la FIR font partis de l'armée de terre. Or, vous prétendez que l'AKAM ferait partie du service de renseignement.

Enfin, il est étonnant que vous n'ayez pas dû suivre de formation particulière pour entrer dans les forces secrètes. Vous ne connaissez également pas la « JAR », la « Jeunesse de l'armée républicaine », un groupe d'officiers de l'armée togolaise qui refuse de se compromettre avec le pouvoir en place en avril 2005 et qui appelle à la désobéissance civile. Selon ce groupement « l'armée doit protéger le peuple et défendre

---

<sup>1</sup> <http://www.letogolais.com/article.html?nid=2370>

*les intérêts du Togo tout (sic) entier sans aucun parti pris » et appelant entre autre l'armée à accepter le verdict des urnes et mettant en garde tous les membres des forces de l'ordre qui seront amenés à perpétrer des actes de violence contre la population civile. Il est donc étonnant qu'en faisant partie de l'armée togolaise vous ne connaissiez pas ce regroupement qui a fait parler de lui lors des élections présidentielles d'avril 2005, d'autant plus que vous dites être droit, ne pas aimer l'injustice et d'avoir refusé certaines activités demandées par l'armée.*

*Toutes ces constatations nous font douter de votre enrôlement effectif au sein de l'armée togolaise, du moins dans une force secrète de cette dernière.*

*Vous dites être membre du parti politique UFC, mais ne pas avoir été en possession d'une carte de membre. Vous auriez donné de l'argent à un ami afin d'obtenir votre carte de membre, mais vous auriez dû personnellement vous rendre à l'UFC pour signer la carte. Pour ce faire vous auriez dû vous rendre en cachette à l'UFC et ne l'auriez finalement pas fait.*

*Plusieurs remarques doivent être soulevées concernant votre adhésion à l'UFC. Ainsi, vous dites que le président de l'UFC se nommerait « ... », alors que l'orthographe correcte de son nom est .... Vous dites que le siège de l'UFC serait à Nikonakpé (page 15 de l'entretien du 25 octobre 2007), puis vous dites qu'il serait à Bé (précision ajoutée lors de la relecture, page 16 de ce même entretien). Or, il résulte du site de l'UFC ([www.ufctogo.com](http://www.ufctogo.com)) que le siège national se trouve dans le quartier Lom-Nava à Lomé. L'agent ayant procédé à votre entretien vous a précisément demandé si vous connaissiez une organisation ou un groupe qui se trouverait dans ce quartier en relation avec vos déclarations, vous dites uniquement qu'il y aurait eu de troubles dans ce quartier et que vous ne connaissez pas un tel groupe ou organisation (pages 6 et 7 de l'entretien du 13 novembre 2007). Vous ne connaissez pas la date de création du parti politique et dites que son emblème serait un cocotier jaune (page 15 de l'entretien du 25 octobre 2007) alors que le cocotier est rouge toujours selon le même site cité plus haut.*

*A la question à quel parti politique ... appartiendrait vous répondez dans un premier temps avoir « oublié son parti » pour finalement dire qu'il serait du même parti que « ... ». A la question quelle serait la fonction de ... au sein de l'UFC vous répondez « Il donne des messages aux enfants » et après une demande de précision de la part de l'agent responsable de votre entretien vous ajoutez « Oui, il est quelque chose » (page 15 de l'entretien du 25 octobre 2007). Vous n'êtes pas en mesure de donner plus de précisions quant à sa fonction, alors que ce dernier est vice président de l'UFC, fonction que vous ne sauriez ignorer, d'autant plus que vous dites avoir « sauvé la vie de ... » (page 14 de l'entretien du 25 octobre 2007) du moins d'un de ses fils et que ... était le candidat UFC aux élections présidentielles du 24 avril 2005. Le fait que vous n'auriez pas de carte de membre de l'UFC et ainsi pas « avoir tous les statuts » (page 15 de l'entretien du 25 octobre 2007) ou « pu lire un peu sur le parti » (page 16 de l'entretien du 25 octobre 2007) ne saurait être une explication valable quant à vos lacunes sur l'UFC, parti politique dont vous seriez membre. Vous ignorez le nom du secrétaire général de l'UFC (...) et à la question si vous connaissez une personne à ce nom vous*

*répondez par l'affirmative en disant qu'il est de l'UFC et qu'il donnerait également des « messages aux enfants ».*

*Ces constatations nous font douter de votre appartenance effective au sein du parti politique UFC.*

*Enfin, il reste à soulever qu'il est étonnant que lors de la fouille de votre domicile, votre carte militaire aurait été prise alors que vous auriez retrouvé votre carte identité et votre passeport par terre, d'autant plus que vous dites ne pas avoir droit d'être en possession de votre passeport et l'avoir fait en cachette. De même vous ne restez que très vague sur votre séjour de trois mois au Ghana ainsi que sur le voyage entrepris pour arriver au Luxembourg et vous faites de nombreuses rectifications concernant le contenu de vos déclarations.*

*Quoi qu'il en soit et en faisant abstraction de toutes ces nombreuses et diverses constatations et à supposer les faits que vous alléguiez comme établis, alors que vous n'apportez aucune preuve de ces derniers, ils ne sauraient, en eux-mêmes, constituer un motif justifiant la reconnaissance du statut de réfugié, puisqu'ils ne peuvent, à eux seuls, établir une crainte fondée d'être persécuté dans votre pays d'origine du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1<sup>er</sup>, section 1, § 2 de la Convention de Genève ainsi que les articles 31 et 32 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.*

*En effet, vous dites que vos problèmes auraient commencé à partir des élections présidentielles de 2005. Vous auriez entendu des soldats dire qu'il faudrait éliminer certaines personnes jugées dangereuses de l'UFC. Mais vous ne faites pas véritablement état de problèmes concrets que vous auriez eu à cette époque. Vous invoquez uniquement avoir averti le fils de ... que vous auriez entendu parler d'une descente prévue à son domicile et que vous l'auriez aidé à passer au Bénin. Vous ne faites pas état de problèmes qui seraient liés à cette aide fournie en avril 2005.*

*Par la suite vous dites avoir été menacé par un de vos commandants de l'AKAM vers juin-juillet 2007 parce qu'il aurait su que vous seriez membre de l'UFC et que vous auriez passé des informations à ce parti. De même, des personnes, que vous soupçonnez appartenir à l'armée togolaise seraient descendues dans votre domicile à un moment où vous y auriez été absent et votre carte militaire aurait été prise. Vous en auriez déduit que vous seriez recherché et par peur de vous faire tuer vous auriez quitté le Togo. Or, ce fait isolé ne saurait suffire à lui seul pour fonder une demande en obtention d'une protection internationale. Par ailleurs, votre peur de vous faire tuer traduit plutôt un sentiment général d'insécurité qu'une crainte de persécution. Or, un sentiment général d'insécurité ne constitue pas une crainte fondée de persécution au sens de la prédite Convention. De même, votre crainte purement hypothétique et basée sur aucun fait réel ou concret n'a plus lieu d'être en raison du changement de la situation politique intervenu au Togo.*

*En effet, la situation politique a nettement changé au Togo depuis votre départ du Togo en 2007. D'abord en ce qui concerne la période post électorale d'avril 2005, il faut souligner qu'il résulte d'un rapport de l'UNHCR du 2 août 2005 intitulé « Position du HCR sur le traitement des demandeurs d'asile du Togo » que « le régime de Faure Gnassingbé s'efforce grandement de montrer sa disponibilité à la réconciliation, appelle au retour des réfugiés togolais, et fait preuve de beaucoup d'autres initiatives positives. Parmi les efforts entrepris par les autorités togolaises actuelles vers la réconciliation, il faut mentionner le Décret présidentiel du 25 mai 2005, qui crée une Commission indépendante d'enquête nationale spéciale pour enquêter sur "les actes de violence et de vandalisme" qui ont troublé la période électorale ». Le rapport continue en disant que « la création d'une Haute Commission pour le Rapatriement et la Réinsertion (HCRR) est un autre signe de cette atmosphère positive ; cette dernière a pour mission de préparer le rapatriement et la réintégration des réfugiés togolais et de s'occuper des autres questions humanitaires correspondantes. La HCRR a déjà pris contact avec le HCR afin d'instaurer des relations de travail harmonieuses ». Selon des sources UNCHR plus de 5 000 réfugiés togolais installés au Bénin ou au Ghana seraient retournés au Togo.*

*De même le prédit rapport indique que « les efforts des nouvelles autorités togolaises répondent aux attentes de la majorité des personnes concernées, y compris les réfugiés à l'étranger, de même que les quelques initiatives prises, notamment dans le contexte africain en vue de normaliser la situation au Togo. A cet égard, il convient de souligner que le 25 avril 2005, en vue de contrecarrer d'éventuelles manifestations violentes après la publication des résultats du scrutin, le Président ... a, en sa qualité de Président de l'UA, négocié un accord entre ... et ... (leader du parti politique d'opposition UFC), afin de former un Gouvernement d'unité nationale, indépendamment des résultats de scrutin ». Par ailleurs, les restrictions de voyage prononcées contre le leader ... ont été levées et quelques 500 détenus, dont des détenus politiques ont été libérés.*

*Le 19 mai 2005, à l'invitation d'..., un mini-sommet a été organisé à Abuja pour discuter du processus devant mener à la réconciliation nationale et à la démocratie populaire au Togo. Outre les protagonistes de la crise togolaise, le Représentant spécial du Secrétaire général (SRSG) de l'ONU pour l'Afrique occidentale, le Président de la CEDEAO, le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO, les chefs d'Etat de la CEDEAO concernés ainsi que le Président du Gabon ont assisté au mini-sommet. Le 21 juillet 2005 une rencontre entre ... et ... a eu lieu à Rome. D'après Radio France Internationale (RFI), les deux hommes ont appelé à la fin de la violence au Togo, au retour des 30.000 réfugiés et ont accepté de se revoir ultérieurement. Le chef du gouvernement togolais de l'époque, Monsieur ... a dans une lettre circulaire du 15 mars 2006 adressée aux responsables des forces de sécurité et aux autorités judiciaires donné des instructions pour l'arrêt de toutes poursuites judiciaires à l'encontre de toute personne présumée auteur d'infractions ou de délits étroitement liés à l'élection présidentielle d'avril 2005. Monsieur ... a expliqué sa décision par un « souci d'apaisement total et de réconciliation nationale, afin de favoriser le retour des réfugiés et des personnes déplacées suite aux événements survenus avant, pendant et après l'élection ». Ainsi, selon le Country Report*



*on Human Rights Practices, Togo du 6 mars 2007 du US Department of State « 77 persons imprisoned on their involvement in election violence were released in 2005 ».*

*Le 21 avril 2006 les représentants du parti politique au pouvoir et ceux des principaux partis politiques d'opposition togolais ainsi que des délégués de la société civile ont repris à Lomé le chemin du dialogue pour trouver une solution à la crise politique. L'ordre du jour et les objectifs du dialogue concernent essentiellement les engagements pris par le Togo envers l'Union européenne en avril 2004 pour la reprise de la coopération entre les deux parties, interrompues en 1993 après les violences électorales. Un gouvernement d'union nationale a été formé le 21 septembre au Togo. Ce gouvernement est composé de membres de l'opposition et de la mouvance présidentielle. ..., leader du parti politique d'opposition Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) a été nommé Premier Ministre. La formation de ce nouveau gouvernement fait partie des points essentiels de l'accord politique signé le mois dernier à l'issue du dialogue entre les différents protagonistes de la crise politique au Togo. Des élections législatives anticipées ont eu lieu le 14 octobre 2007 dans le calme. Ce scrutin a été marqué par la participation de tous les partis politiques d'opposition, notamment de l'Union des Forces de Changement. D'après un communiqué de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et des observateurs de l'UE présents au scrutin les élections étaient libres, justes et transparentes en dépit de quelques insuffisances. L'UFC est devenu premier parti politique d'opposition emportant 27 sièges à l'Assemblée nationale en devant ainsi deuxième parti politique national.*

*Il ressort d'un autre rapport de l'UNCHR du 7 août 2006 que « In the 12 months since the position was issued the situation in Togo has stabilized and in a number of ways improved. Leaders of the opposition who previously would have feared for their lives now feel sufficiently comfortable to live in the economic capital, Lome. Others have actually been included in the government of national unity ». Le rapport indique également que « there have been positive developments in Togo. According to all observers, including the UN Country Team and the principal independent human rights organization in Togo, the 3,000 member Togolese League for Human Rights (Ligue Togolaise des Droits de l'Homme — LTDH), the security situation has improved ». Finalement, le rapport conclut que « UNHCR is of the view that while serious problems persist which warrant careful consideration of asylum claims submitted by Togolese nationals seeking international protection, serious and indiscriminate threats to life, physical integrity or freedom resulting from generalized violence or events seriously disturbing public order, no longer occur. UNHCR is therefore amending its position of 2 August 2005 in respect of international protection needs of Togolese asylum-seekers as follows: ...4) For individuals found not to be in need of international protection following determination of their claims in fair and efficient procedures including a right of appeal, UNHCR does not object to their return to Togo on refugee protection grounds. Host States' non-refoulement obligations under applicable international human rights law remain unaffected. Compelling humanitarian reasons should also be given due consideration».*

*Il ressort du « US Department of State 2008 Human Rights Report: Togo » que «The human rights situation in the country improved; however, serious human rights*

*problems continued (...)During the year the government took significant steps to advance human and political rights, including the organization of a Truth, Justice, and Reconciliation consultation process meant to facilitate forgiveness and reconciliation, aid the fight against corruption and judicial impunity, and reinforce national unity in the country. The government waived public primary school fees and more than doubled the minimum wage».*

*À l'heure actuelle, la communauté internationale joue un rôle important en aidant le Gouvernement togolais à respecter ses obligations au regard du droit international des droits de l'homme. L'Union européenne a apporté au pays une aide technique et financière pour ses réformes dans le cadre des 22 engagements sur la démocratie et les droits de l'homme pris par le Gouvernement togolais en avril 2004. En 2007, la CEDEAO a fait pression sur le Gouvernement pour que ce dernier autorise des représentants de la société civile à observer le déroulement des élections parlementaires. Enfin, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), à travers son Observatoire des droits de l'homme et de la démocratie, suit la situation des droits de l'homme dans le pays. Le Togo vit donc une transition politique et, en conséquence, les perspectives de promotion et de protection des droits de l'homme s'améliorent. Les prochaines élections présidentielles sont prévues pour 2010.*

*Il ressort d'un document A/HRC/10/44/Add.5 de l'Assemblée générale de l'ONU du 17 février 2009 et du « Suivi des recommandations du Rapporteur spécial faites dans le rapport de mission au Togo en avril 2007 (A/HRC/7/3/Add.5) » y rattaché que « Par lettre datée du 29 janvier. 2009, le Gouvernement a fourni des informations détaillées concernant les mesures prises en application des recommandations du Rapporteur spécial (voire tableau ci-dessous). Le Rapporteur spécial a noté avec satisfaction que les élections d'octobre 2007 se sont déroulées dans le calme, ce qu'il considère comme une étape importante dans un pays où les élections précédentes avaient été éclipsées par des actes de violence de grande ampleur et de graves violations des droits de l'homme, y compris des actes de torture. Il se félicite de la récente adoption du projet de loi visant l'abolition de la peine de mort par le conseil des ministres et invite l'Assemblée nationale à entériner cette décision. Le Rapporteur spécial salue les étapes franchies vers la mise en place de la commission vérité, justice et réconciliation et espère que cette commission commencera rapidement son travail et mettra fin à l'impunité qui règne actuellement à l'égard de graves violations des droits de l'homme commises par le passé au Togo tout en rappelant l'importance de la mise en place dans les lieux de détention des mécanismes de plainte efficaces. Le Rapporteur spécial note le travail important de la CNDH (en coopération avec le bureau du HCDH au Togo), notamment les sessions de formation avec les magistrats et officiers de police judiciaire au sujet de l'interdiction et la prévention de la torture et de l'application de la détention préventive (article 112 du Code de procédure pénale), les audiences foraines, ainsi que les visites des prisons qui ont abouti à la libération de centaines de détenus. Il applaudit les initiatives du parquet et d'autres organes étatiques en matière d'inspection des lieux de détention et rappelle à cet égard l'importance d'envisager la ratification du Protocole facultatif à la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui prévoit l'établissement d'un mécanisme national de prévention mandaté d'effectuer des*

*visites inopinées dans tous les lieux de détention. Concernant les conditions de détention dans les institutions pénitentiaires, il note la réhabilitation des prisons en cours appuyée par l'Union européenne et le décret portant la création d'un corps surveillant les établissements pénitentiaires, récemment adopté par le conseil des ministres. A cet égard, il souligne également l'importance des mesures de substitution à l'emprisonnement et salue la révision du Code pénal en cours qui, selon le Gouvernement, prévoit l'introduction des peines alternatives non privatives de liberté pour les infractions mineures et érige la torture en infraction pénale. Dans ce contexte, il invite le Gouvernement à accélérer la révision du Code de procédure pénale et à interdire explicitement l'utilisation des preuves obtenues sous torture dans toute procédure pénale ».*

*En ce qui concerne votre prétendue adhésion à l'UFC soulevons que l'UFC a remporté 27 sièges de députés à l'Assemblée nationale aux élections d'octobre 2007. En raison du changement de la situation politique au Togo il n'est donc pas établi que vous seriez encore actuellement recherché. Notons dans ce contexte que la Cour administrative a estimé dans son arrêt rendu le 24 avril 2008 dans un dossier togolais que « c'est à bon droit que les premiers juges ont retenu que les faits relatés par Monsieur ... ne paraissent plus de nature à fonder à l'heure actuelle une crainte fondée de persécution dans son chef eu égard à l'évolution de la situation politique au Togo après le décès en 2005 du président Gnassingbe Eyadema et du processus de réconciliation national amorcé par la signature de l'accord politique globale au mois d'août 2006. (...) de sorte que l'appelant n'établit pas de manière suffisamment précise que des menaces pèsent encore à son encontre à l'heure actuelle dans son pays d'origine ».*

*Notons également qu'il ressort du Informations-Schnelldienst de juillet 2009 du Bundesamt für Migration und Flüchtlinge que « Für ehemalige exilpolitisch aktive Oppositionelle ist heute bei Rückkehr eine Gefahr politischer Verfolgung aufgrund nachträglich erheblicher und nicht nur vorübergehend geänderter Verhältnisse auf absehbare Zeit mit hinreichender Sicherheit ausgeschlossen. „Einscheidene, de maßgeblichen Verhältnisse ändernde Ereignisse waren der Tod des über Jahrzehnte herrschenden Staatspräsidenten Eyadéma am 05.02.2005 und die Parlamentswahlen am 14.10.2007, die von westlichen Wahlbeobachtern als im allgemeinen frei, fair transparent und friedlich beurteilt wurden (...); ein weiterer wesentlicher Aspekt ist die lange Zeitspanne ohne Verfolgungsmassnahmen gegen aus Europa zurückkehrende ehemalige oppositionelle Asylbewerber (...) ».*

*Soulignons dans ce contexte que vous n'auriez pas eu un rôle particulièrement poussé ou exposé au sein de l'UFC. Vous n'auriez été que simple membre.*

*Par conséquent, vous n'alléguez aucune crainte fondée de persécutions en raison de vos opinions politiques, de votre race, de votre religion, de votre nationalité ou de votre appartenance à un groupe social et qui soit susceptible de vous rendre la vie intolérable dans votre pays.*

*En outre, vous n'invoquez pas non plus de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. Les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.*

*Etant donné que les faits invoqués à la base de votre demande de protection internationale ne sauraient être actuellement admises comme justifiant à suffisance une crainte de persécution ; dès lors, et a fortiori, l'absence matérielle de crainte actuelle fondée s'impose également en ce qui concerne la demande tendant à obtenir la protection subsidiaire.*

*En effet, vous ne faites pas état d'un jugement ou d'un risque de jugement vous condamnant à la peine de mort. Par ailleurs, la peine de mort a été abolie au Togo en date du 24 juin 2009. Vous ne faites également pas état de risque réel de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants ou de risques réels émanant d'une violence aveugle résultant d'un conflit armé interne ou international. En s'appuyant sur les rapports cités la situation actuelle au Togo ne saurait être considérée comme conflit armé interne ou international.*

*Votre demande en obtention d'une protection internationale est dès lors refusée comme non fondée au sens de l'article 19§1 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.*

*La présente décision vaut ordre de quitter le territoire. (...) ».*

Par requête déposée le 9 novembre 2009 au greffe du tribunal administratif, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation sinon à l'annulation de la décision du ministre du 7 octobre 2009, lui notifiée par courrier recommandé du 12 octobre 2009 portant refus de sa demande en obtention d'une protection internationale et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans la même décision ministérielle.

Par requête séparée déposée le 11 décembre 2009, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation sinon à l'annulation de la même décision du ministre du 7 octobre 2009, lui notifiée une seconde fois en mains propres le 13 novembre 2009.

A l'audience des plaidoiries le mandataire de Monsieur ... a expliqué avoir introduit deux recours puisque la décision avait été notifiée à deux reprises, tout en affirmant qu'un des deux recours serait irrecevable.

Le délégué du gouvernement s'est rapporté à prudence de justice en ce qui concerne la recevabilité des recours.

Dans la mesure où les deux recours opposent les mêmes parties et tendent au même objet, à savoir, à la réformation sinon à l'annulation de la décision du ministre du 7 octobre 2009, portant refus de délivrer à Monsieur ... une protection internationale et de l'ordre de quitter le territoire compris dans la même décision, il y a lieu, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, de joindre les affaires inscrites sous les numéros de rôle 26303 et 26405 et de statuer sur les deux recours par un seul jugement.

#### 1. Quant aux recours tendant à la réformation de la décision portant refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en réformation en matière de demandes de protection internationale déclarées non fondées, seul un recours de pleine juridiction a pu être dirigé à l'encontre de la décision ministérielle déferée.

Par ailleurs, dans la mesure où en vertu de l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 : « *le recours doit être introduit dans le délai d'un mois à partir de la notification* » et dans la mesure où il n'est pas contesté en cause que la décision déferée a été notifiée par lettre recommandée envoyée le 12 octobre 2009 au demandeur, le recours en réformation formulé par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 9 novembre 2009, inscrit sous le numéro 26303 du rôle a été valablement introduit.

Ledit recours en réformation, introduit par requête du 9 novembre 2009 inscrit sous le numéro 26303 du rôle, ayant par ailleurs été introduit dans les formes de la loi, est recevable.

Le recours en annulation introduit à titre subsidiaire par requête du 9 novembre 2009 est partant à déclarer irrecevable.

Etant donné qu'en vertu de l'article 19 (3) précité le recours doit être introduit dans le délai d'un mois à partir de la notification et qu'il n'est pas contesté par le demandeur que la décision du 7 octobre 2009 lui a été régulièrement notifiée par lettre recommandée envoyée le 12 octobre 2009, il y a lieu de retenir que la seconde notification de la décision en mains propres intervenue le 13 novembre 2009 a été effectuée à titre superfétatoire, de sorte que le recours introduit en date du 11 décembre 2009 et inscrit sous le numéro 26405 du rôle a été introduit en dehors du délai légal d'un mois, de sorte qu'il est irrecevable *rationae temporis*.

A l'appui de son recours, le demandeur, déclarant être originaire du Togo résume de prime abord la situation socio-politique de son pays d'origine. Il reproche ensuite au ministre d'avoir pris sa décision de manière tardive et d'avoir douté de la crédibilité et de la cohérence de son récit. A ce titre, il explique que contrairement aux affirmations du ministre il existerait bien une organisation dénommée AKAM. Il s'agirait du Haut

Conseil des Mouvements estudiantins, en abrégé le « HACAME », qui constituerait une milice paramilitaire soutenant le pouvoir du clan Gnassingbé, auquel appartiendrait l'actuel président Faure Gnassingbé. L'existence de la milice paramilitaire HACAME serait confirmée par divers travaux et articles de presse, notamment l'article cité par le ministre lui-même.

De même, le demandeur reproche au ministre d'avoir douté de son appartenance effective au parti politique UFC. Le fait qu'il n'aurait pas pu fournir des précisions exhaustives quant à ce parti s'expliquerait par le fait qu'il aurait été un simple militant de ce parti, sans avoir exercé un quelconque mandat. Cependant, il aurait secrètement transmis des informations recueillies auprès de l'HACAME à l'UFC. Quant à l'emblème du parti politique UFC, qui serait un cocotier rouge et non pas jaune, comme il l'aurait déclaré lors de son audition au ministère, le demandeur fait valoir que les couleurs de l'UFC seraient incontestablement le rouge et le jaune et que la couleur identifiant les membres du parti politique serait le jaune.

Quant aux reproches de crédibilité de son récit, émis par le ministre, le demandeur soutient finalement que les autorités ministérielles seraient malvenues de soulever qu'il aurait évoqué le nom de « ... » au lieu de « ... ». En effet, d'une part les deux mots seraient phonétiquement proches et d'autre part, le rapport d'audition ne serait que la transcription d'une conversation orale.

Le demandeur conclut que son récit serait cohérent et ne contiendrait pas de contradictions.

Quant au fond de sa demande, Monsieur ... fait valoir que les menaces qu'il aurait subies seraient fondées sur ses opinions politiques et son opposition au parti au pouvoir. Ses liens avec le parti politique UFC lui auraient été reprochés par ses supérieurs dans l'HACAME. Ainsi, son supérieur hiérarchique direct dans l'HACAME, un dénommé ..., l'aurait qualifié de traître et menacé de mort. ... aurait convoqué le demandeur dans son bureau et l'aurait menacé avec un fusil à pompe pointé sur sa tête. Deux semaines plus tard, les équipes de ... se seraient introduites par effraction et auraient fouillé le domicile du demandeur. Ces troupes auraient enlevé sa carte de militaire, mais il aurait pu retrouver sa carte d'identité et son passeport par terre.

En droit, le demandeur se fonde sur l'article 26 (4) de la loi du 5 mai 2006 et affirme avoir fait et continuer de faire l'objet de menaces. D'ailleurs, la stratégie des forces de l'ordre togolaises de rentrer par effraction dans des maisons pour commettre des actes de violence notamment contre des jeunes hommes considérés comme opposant au régime, serait relatée par le UNHCR dans son rapport du 29 août 2005 sur les violences et allégations de violences des droits de l'Homme survenues au Togo avant, pendant et après l'élection présidentielle du 24 avril 2005. Suivant le demandeur ses craintes seraient à apprécier in abstracto.

Enfin, le demandeur conteste l'affirmation du ministre que la situation politique aurait nettement changé au Togo. Les autorités ministérielles auraient cité divers rapports

d'organisations internationales dans la décision déferée, dont elles auraient enlevé les passages relatifs aux violations des droits de l'Homme. Ainsi, la décision déferée tenterait à travers des références savamment sélectionnées de divers rapports internationaux que le Togo aurait connu une réforme d'ampleur. Or, il ressortirait de la lecture complète desdits rapports que la situation générale au Togo serait loin de s'être améliorée depuis 2005, ce que confirmerait d'ailleurs la récente déclaration de l'organisation Amnesty International du 27 avril 2009.

Le délégué du gouvernement estime que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur dont le recours serait à rejeter pour ne pas être fondé. Il fait d'abord valoir que la décision du ministre ne serait pas intervenue de manière tardive, étant donné que la loi du 5 mai 2006 n'imposerait aucun délai au ministre pour statuer.

Il estime ensuite que le demandeur ne ferait pas état de persécutions au sens de la Convention de Genève. Ni le fait d'avoir été menacé par son capitaine ni le fait que sa maison aurait été fouillée ne saurait être considéré comme persécution et un sentiment d'insécurité générale ne saurait pas non plus constituer une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève.

Dans le même contexte, le délégué du gouvernement explique que la situation au Togo se serait améliorée et il renvoie au rapport du UNHCR du 2 août 2005 intitulé « *Position du HCR sur le traitement des demandeurs d'asile au Togo* ». Quant à la situation actuelle au Togo, le représentant étatique renvoie à la décision ministérielle ainsi qu'au rapport de l'Assemblée générale de l'ONU du 17 février 2009 et du « *Suivi des recommandations du rapporteur spécial faites dans le rapport de mission au Togo en avril 2007* » y attaché.

Par ailleurs, le délégué du gouvernement fait valoir que le demandeur ne rapporterait aucune preuve quant à son adhésion à l'UFC. D'ailleurs, il ressortirait d'un rapport du « *Informations-Schnelldienst* » de juillet 2009 du Bundesamt für Migration und Flüchtlinge qu'il n'existerait pas de danger de persécution politique pour les anciens opposants au régime. De plus, la simple qualité de membre d'un parti politique ne constituerait pas à elle seule un motif valable de reconnaissance du statut de réfugié. D'ailleurs, le demandeur n'aurait pas exercé une fonction importante au sein de l'UFC.

Quant aux craintes de persécution future exprimées par le demandeur, le délégué du gouvernement estime que de simples éventualités ne suffiraient pas, mais qu'il faudrait des indices réels et concrets faisant apparaître comme réaliste la crainte de persécutions imminentes.

Le délégué du gouvernement rappelle encore les contradictions qui figureraient dans le récit du demandeur et relevées par le ministre dans sa décision. Il répète que les recherches effectuées par les autorités ministérielles n'auraient pas permis de conclure à l'existence d'une force secrète de l'armée togolaise dénommée AKAM. S'il existerait une organisation dénommée HACAME, c'est-à-dire Haut Conseil des Associations et

Mouvements Etudiants et même si AKAM ressemblerait phonétiquement à HACAME, il y aurait lieu de constater que le demandeur lui-même aurait affirmé avoir fait partie d'une force secrète de l'armée et non point d'une milice paramilitaire ou d'une milice structuro-organique du régime. Il s'y ajouterait que le demandeur aurait clairement expliqué que la dénomination AKAM ne serait pas un sigle et n'aurait pas de signification.

Quant au manque de crédibilité reproché au récit du demandeur, il y a d'abord lieu de constater que si le ministre a certes soulevé plusieurs incohérences au niveau du récit du demandeur il n'a pas considéré que la crédibilité du récit du demandeur était ébranlée dans son ensemble. A cet égard, force est au tribunal de constater que le récit du demandeur présente en effet diverses incohérences. Ainsi, il est pour le moins étonnant que le demandeur a déclaré avoir fait partie d'un service secret de l'armée togolaise, dénommée AKAM, dont il ignorait le sigle et la signification alors que ladite organisation constitue une organisation paramilitaire et se dénomme HACAME, ce qui est l'abréviation de Haut conseil des associations et mouvements étudiants. Il est encore surprenant de voir que le demandeur qui prétend avoir fait partie d'un service secret de l'armée togolaise ignore les autres services de la même armée, ainsi que la Jeunesse de l'armée républicaine. Si le demandeur a par ailleurs affirmé avoir été membre du parti politique UFC et avoir été persécuté en raison de cette adhésion, il ignore cependant où se trouve le siège dudit parti, la date de création, ainsi que le symbole représentant ladite organisation.

Toutefois, dans le cadre de sa requête introductive d'instance, le demandeur a fourni certaines explications relatives aux incohérences de son récit. Ainsi, il a notamment expliqué que le nom AKAM et HACAME seraient phonétiquement identique. Par ailleurs, il existerait bien une organisation dénommée HACAME et si elle était certes une milice paramilitaire et non point un service de l'armée, elle serait cependant proche du pouvoir et serait intervenue au côté du pouvoir lors de violences en 2005. Par ailleurs, le demandeur explique ne pas avoir été un membre actif de l'UFC mais uniquement un simple militant. Si le symbole dudit parti serait en effet un cocotier rouge et non point jaune, les couleurs de l'UFC seraient pourtant le rouge et le jaune et la couleur jaune serait majoritairement présente au sein du parti.

Au vu des explications que le demandeur a su fournir et alors même qu'il n'a pas pris position quant à l'ensemble des doutes émis à l'égard de son récit, le tribunal est amené à conclure que les incohérences restantes ne sont pas de nature à ébranler la crédibilité du récit du demandeur dans son ensemble.

Aux termes de l'article 2 a) de la loi du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « réfugié » est définie par l'article 2 c) de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et*



*qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner (...) ».*

L'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006 définit les actes de persécution et dispose : *« Les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1 A de la Convention de Genève doivent : a) être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme (...) ».*

La reconnaissance de la protection internationale n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur de protection internationale qui doit établir, concrètement, que sa situation subjective spécifique a été telle qu'elle laissait supposer un danger sérieux pour sa personne.

A ce sujet, le demandeur affirme en substance avoir été menacé à l'aide d'un fusil à pompe pointé sur sa tête, par son supérieur direct au sein de l'HACAME en raison de son appartenance au parti politique d'opposition UFC et en raison du fait qu'il aurait transmis certaines informations à l'UFC. Deux semaines plus tard son domicile aurait été fouillé par ... et ses hommes.

Quant à l'adhésion au parti politique UFC, le tribunal est amené à constater que si les activités dans un parti politique d'opposition peuvent justifier les craintes de persécution au sens de la Convention de Genève, la simple qualité de membre d'un parti d'opposition, en dehors de toute persécution concrète, n'est pas suffisante comme motif de reconnaissance du statut de réfugié au sens des conditions énoncées par la Convention de Genève<sup>2</sup>.

En l'espèce, force est au tribunal de constater que si les incidents relatés par le demandeur se sont apparemment déroulés sur une toile de fond politique, ils ne sont cependant pas, même pris dans leur globalité, d'une gravité telle pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme au sens de l'article 31 (1) de la loi du 5 mai 2006.

En effet, si suivant le récit du demandeur il a effectivement été verbalement menacé de mort par son supérieur au sein de l'HACAME, dénommé ..., il n'a toutefois fait l'objet d'aucune agression physique ou arrestation et il s'agit d'un acte resté isolé et non répété de la part de son supérieur hiérarchique. Par ailleurs, le demandeur reste assez vague quant aux fouilles ayant eu lieu à son domicile, en se contentant de supposer qu'elles aient été exercées par ... et ses troupes et sans établir un quelconque lien entre les menaces exprimées par ... et les fouilles à son domicile. Enfin, des menaces verbales et

---

<sup>2</sup> cf. : trib. adm. 12 mars 1997, n°9674 du rôle, ainsi que trib. adm. 7 mai 2008, n° 23618 du rôle, Pas.adm. 2009, n° 109 et 110 et autres références y citées.

une fouille du domicile ne revêtent pas un degré de gravité tel qu'exigé par l'article 31 (1) a) de la loi du 5 mai 2006.

S'il est certes exact, tel que le fait plaider le demandeur, que l'article 26, paragraphe 4 de la loi modifiée du 5 mai 2006 instaure une présomption - réfragable - en faveur de la victime qui a déjà été persécutée ou a déjà subi des atteintes graves, que sa crainte d'être à nouveau persécutée en cas de retour dans son pays d'origine est fondée, à moins qu'il existe de bonnes raisons de penser que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas, la preuve de « *telles bonnes raisons* » appartenant au ministre, cette présomption repose cependant sur la prémisse que le demandeur ait auparavant déjà été exposé à des persécutions ou à des atteintes graves au sens de la loi, or, le tribunal vient de retenir que tel n'est pas le cas en l'espèce, de sorte qu'il n'y a pas lieu de faire bénéficier le demandeur de ladite présomption et d'analyser, au vu de la situation actuelle au Togo, l'absence ou l'existence de bonnes raisons permettant de conclure à l'absence d'un risque de persécutions en cas de retour du demandeur.

C'est partant à juste titre que le ministre, au terme de l'analyse de la situation personnelle de Monsieur ..., a déclaré sa demande d'asile sous analyse comme étant non fondée.

Quant au volet de la décision litigieuse portant refus dans le chef du demandeur d'un statut de protection subsidiaire, il échet de rappeler qu'aux termes de l'article 2 e) de la loi du 5 mai 2006, est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37, l'article 39, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays* ».

L'article 37 de la même loi énumère, en tant qu'atteintes graves, sous ses points a), b) et c), « *la peine de mort ou l'exécution ; la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

Le tribunal constate qu'à l'appui de sa demande de protection subsidiaire, le demandeur invoque en substance les mêmes motifs que ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance du statut de réfugié.

Or, le tribunal vient de retenir que le demandeur - encore que les incidents vécus s'inscrivent sur une toile de fond politique - n'est pas exposé à un risque grave, de sorte qu'il reste en défaut d'avancer un quelconque élément concret permettant au tribunal de retenir qu'il risquerait de subir des traitements inhumains ou dégradants en cas de retour dans son pays d'origine. En effet, le tribunal vient de retenir que les incidents invoqués

par le demandeur, même pris dans leur globalité, ne sont pas d'une gravité telle à justifier l'obtention d'un statut de réfugié au sens de la loi du 5 mai 2006. Ils ne sont pas non plus à considérer comme des atteintes graves au sens de l'article 37 précité de la loi du 5 mai 2006. Plus particulièrement, le demandeur reste en défaut d'établir qu'en cas de retour au Kosovo, il risquerait la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, ou encore des menaces graves et individuelles contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

Ainsi, il se dégage de tout ce qui précède et en l'absence d'autres éléments, que c'est à juste titre que le ministre a retenu que le demandeur n'a pas fait état de motifs sérieux et avérés permettant de croire qu'il courrait le risque de subir des atteintes graves au sens de l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 et qu'il lui a partant refusé l'octroi d'une protection subsidiaire au sens de l'article 2 e) de ladite loi.

Dès lors, c'est à bon droit que le ministre a, au terme de l'analyse de la situation du demandeur, déclaré la demande de protection internationale sous analyse comme non justifiée.

Le recours en réformation est partant à rejeter comme étant non fondé.

## 2. Quant au recours tendant à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire contenu dans une décision statuant sur une demande de protection internationale, un recours en annulation a pu être introduit contre pareil ordre contenu dans la décision déférée du 7 octobre 2009.

Le tribunal est partant incompétent pour connaître du recours en réformation introduit par requête déposée en date du 9 novembre 2009 à l'encontre de l'ordre de quitter le territoire.

Par ailleurs, dans la mesure où en vertu de l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 : *« le recours doit être introduit dans le délai d'un mois à partir de la notification »* et dans la mesure où il n'est pas contesté en cause que la décision déférée a été notifiée par lettre recommandée envoyée le 12 octobre 2009 au demandeur, le recours en annulation formulé par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 9 novembre 2009 a été valablement introduit.

Ledit recours en réformation, introduit par requête du 9 novembre 2009, ayant par ailleurs été introduit dans les formes de la loi, est recevable.

Etant donné qu'en vertu de l'article 19 (3) précité le recours doit être introduit dans le délai d'un mois à partir de la notification et qu'il n'est pas contesté par le demandeur que la décision du 7 octobre 2009 lui a été régulièrement notifiée par lettre recommandée envoyée le 12 octobre 2009, il y a lieu de retenir que la seconde

notification de la décision en mains propres intervenue le 13 novembre 2009 a été effectuée à titre superfétatoire, de sorte que le recours introduit en date du 11 décembre 2009 et inscrit sous le numéro 26405 du rôle a été introduit en dehors du délai légal d'un mois, de sorte qu'il est irrecevable *rationae temporis*.

Aux termes de l'article 19 (1) de la loi du 5 mai 2006, une décision négative du ministre en matière de protection internationale vaut ordre de quitter le territoire.

Le demandeur sollicite l'annulation de l'ordre de quitter le territoire au motif que le ministre aurait rejeté à tort sa demande de protection internationale.

Le tribunal vient cependant, tel que développé ci-dessus, de retenir que le demandeur ne remplissait pas les conditions pour prétendre au statut conféré par la protection internationale, de sorte que le tribunal ne saurait utilement mettre en cause ni la légalité ni le bien-fondé de la décision déferée portant ordre de quitter le territoire.

Partant, le recours en annulation est à rejeter pour ne pas être fondé.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant contradictoirement ;

joint les affaires inscrites sous les numéros de rôle 26303 et 26405 ;

reçoit en la forme le recours en réformation inscrit sous le numéro du rôle 26303 contre la décision ministérielle du 7 octobre 2009 portant rejet d'un statut de protection internationale ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

déclare irrecevable le recours en annulation inscrit sous le numéro du rôle 26303 contre la décision ministérielle du 7 octobre 2009 portant rejet d'un statut de protection internationale ;

reçoit en la forme le recours en annulation inscrit sous le numéro du rôle 26303 contre la décision ministérielle du 7 octobre 2009 portant ordre de quitter le territoire ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

se déclare incompétent pour connaître du recours en réformation inscrit sous le numéro du rôle 26303 contre la décision ministérielle du 7 octobre 2009 portant ordre de quitter le territoire ;

déclare irrecevable le recours en réformation, sinon en annulation, inscrit sous le numéro 26405 du rôle, à l'encontre de la décision du 7 octobre 2009 portant refus d'accorder une protection internationale à Monsieur ... ;

déclare irrecevable le recours en réformation, sinon en annulation, inscrit sous le numéro 26405 du rôle, à l'encontre de la décision du 7 octobre 2009 portant ordre de quitter le territoire ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Catherine Thomé, premier juge,  
Claude Fellens, premier juge,  
Françoise Eberhard, juge,

et lu à l'audience publique du 19 mai 2010 par le premier juge Catherine Thomé,  
en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Catherine Thomé

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 19.05.2010

Le Greffier du Tribunal administratif